

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA CRISE CHYPRIOTE THE CYPRUS CRISIS

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides
Thalia Tassou

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Panayiotis Constantinides

Contributors / Contributions de
Jean Catsiapis
Giorgos Kentas
Michalis Kontos
Aris Petasis
Christos Psilogenis

Panayotis J. Tsakonas, Dimitris K. Xenakis
*European Approaches to Illegal Migration in
the Mediterranean: An Overall Assessment*

Panagiota Manoli
*Overlapping Crises Cast Shadow Over
Euro-Mediterranean*

Konstantinos Lambropoulos
*Obama's Elusive Foreign Policy "Doctrine"
and its Impact on the MENA Region*

Volume 21, No 1, Spring / Printemps 2013

1

Les Elections présidentielles chypriotes des 17 et 24 février 2013

Jean Catsiapis*

ABSTRACT

Cypriot presidential elections held on 17 and 24 February 2013 have a double originality according to Jean Catsiapis. First, the outgoing President Dimitri Christofias, unlike his predecessors did not seek re-election. In fact, aware of the failure of his mandate, he didn't want to be repudiated by the electorate. Second, the Cyprus problem, that is to say, the question of the reunification of Cyprus was not the center stage of the campaign, as is normally the case - since 1974 - in any political election in the island of Aphrodite. Instead the economic and financial crisis, was the main topic discussed during the campaign. Nicos Anastasiades, the head of the Right, considered by a majority of Cypriots to be in the best position to resolve this crisis, became the seventh President of the Republic of Cyprus.

RÉSUMÉ

Les élections présidentielles chypriotes des 17 et 24 février 2013 ont une double originalité selon Jean Catsiapis. Premièrement, le président sortant Dimitri Christofias, contrairement à ses prédécesseurs ne s'est pas présenté à sa propre succession. De fait, celui-ci, conscient de l'échec de son mandat, n'a pas voulu être désavoué par le corps électoral. Deuxièmement, le problème chypriote, c'est-à-dire la question de la réunification de Chypre n'a pas été au centre de la campagne électorale, comme c'est en principe le cas – depuis 1974 – lors de toute élection politique dans l'île d'Aphrodite. C'est la crise économique et financière, qui a été le principal sujet débattu au cours de cette campagne. C'est Nicos Anastasiadès, le chef de la droite, considéré par une majorité de Chypriotes comme le mieux placé pour résoudre cette crise, qui est devenu le septième président de la République de Chypre.

Nicos Anastasiadès, chef du parti de droite, *Rassemblement démocratique (Disy)* a été élu, le 24 février 2013, au second tour de scrutin, président de la République de Chypre. Les élections présidentielles chypriotes des 17 et 24 février 2013 présentent une double originalité. Premièrement, le président sortant Dimitri Christofias, contrairement à ses prédécesseurs ne s'est pas

* Université de Paris X

présenté à sa propre succession. De fait, celui-ci, conscient de l'échec de son mandat, n'a pas voulu être désavoué par le corps électoral. Deuxièmement, le problème chypriote, c'est-à-dire la question de la réunification de Chypre, n'a pas été au centre de la politique dans l'île d'Aphrodite.

Nicos Anastasiadés, chronologiquement, a été le premier des trois principaux candidats¹ à avoir officiellement annoncé sa volonté de participer aux élections présidentielles. Le 17 mars 2012 des élections primaires ont été organisées au sein du Conseil suprême du *Disy*: N. Anastasiadès a obtenu nettement l'investiture de son parti avec 86,73% des voix contre 13,27% à la députée au Parlement européen, Hélène Théocharous.

L'ancien ministre des affaires étrangères du président Tassos Papadopoulos, Georges Lillikas, a déclaré sa candidature, le 6 avril 2012. Il s'est présenté en tant qu'indépendant et a sollicité le soutien des partis politiques autres que le *Disy* et l'*Akel* (parti communiste).

Stavros Malas, ministre de la Santé depuis le 5 août 2011, a été investi le 7 septembre 2012 comme candidat soutenu par l'*Akel*, tout en s'affirmant lui aussi comme indépendant. Cette candidature assez tardive s'explique par le fait que le président Christofias s'est accordé une longue période de réflexion avant de renoncer à se représenter.

Les thèmes de la campagne

La violence de la crise économique et financière a constitué le thème essentiel de la campagne électorale, loin devant la question de la réunification de l'île. L'adhésion de Chypre au Partenariat de la paix et à l'OTAN a fait aussi l'objet d'une controverse entre les candidats à l'élection présidentielle. La campagne électorale dans son ensemble a été assez terne, marquée toutefois par un grand intérêt des Chypriotes pour les trois débats télévisés auxquels ont participé N. Anastasiadès, S. Malas et G. Lillikas.

La crise économique et financière

Chypre, comme la plupart des pays de l'Union européenne (UE) a été frappée au moins depuis 2011 par une crise économique et financière et a aussi été une victime collatérale du désastre que connaît la Grèce. C'est ainsi que plusieurs dizaines de milliers de Grecs sont venus à Chypre en 2011-2012 pour

y chercher du travail, contribuant ainsi à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi de ce pays. Mais c'est surtout l'effacement de 107 milliards d'euros de la dette de la Grèce envers ses créanciers privés, décidé par l'Eurogroupe, en février 2012, à l'initiative du président Sarkozy et de la chancelière Merkel, qui va lourdement peser sur l'économie chypriote. En effet, les banques chypriotes ont ainsi perdu dans cette opération la somme de 4,5 milliards d'euros, sans pouvoir obtenir de compensation de la part de l'UE. Le 25 juin 2012, Chypre, juste avant de prendre la présidence tournante de l'UE pour un semestre, fait appel à cette organisation européenne pour obtenir un prêt estimé alors à un montant de 4 à 10 milliards d'euros. Le gouvernement chypriote entame des négociations avec les autorités de Bruxelles, tout en demandant parallèlement à Moscou de l'aider financièrement².

La crise économique et financière a donc été au cœur de la campagne électorale. Les trois principaux candidats ont présenté leurs propositions pour résoudre cette crise. Nicos Anastasiadès, comme tous les candidats, a déclaré clairement qu'il était opposé à tout prélèvement sur les comptes bancaires des particuliers, envisagé par les autorités européennes et allemandes, qui souhaitaient que soit aussi éclaircie la question du blanchiment de l'argent - principalement d'origine russe - par les banques chypriotes. La position du président du *Disy*, a été moins nette en ce qui concerne les demandes de privatisation des entreprises publiques exigées par la Troïka³. En effet N. Anastasiadès, dans un premier temps, s'est déclaré favorable à des privatisations, conformes à ses conceptions libérales de l'économie, puis s'est montré plus réservé à l'égard du démantèlement du secteur public en raison des critiques formulées par ses concurrents à l'encontre des contraintes que voulait imposer la Troïka.

S. Malas a suivi fidèlement la politique menée au second semestre 2012 et au début 2013 par le président Christofias pour résoudre la crise économique et financière de Chypre. Ce candidat, d'une part, a refusé très nettement toute privatisation des entreprises publiques chypriotes, et d'autre part, a préconisé un recours à la Russie pour contrer les exigences de la Troïka. Pour sa part, G. Lillikas, tout en refusant que l'économie chypriote soit handicapée par de lourdes contraintes imposées par l'UE et le FMI, a insisté pour que soit gagée sur les profits à venir du gaz naturel chypriote⁴ toute aide financière accordée au gouvernement de Nicosie.

L'UE et le FMI, qui s'attendaient à la victoire électorale de N. Anastasiadès, tout en interférant dans la campagne électorale par des déclarations de leurs responsables, qui suggéraient aux Chypriotes d'accepter de sévères mesures d'austérité, ont préféré retarder la conclusion d'un Mémorandum avec Nicosie au lendemain des élections présidentielles des 17 et 24 février.

La question chypriote

Les trois principaux candidats ont largement débattu, au cours d'un débat le 28 janvier, de la question chypriote, c'est-à-dire des conditions de la réunification de Chypre, qui pourraient être considérées comme acceptables par la communauté chypriote grecque. C'est plus l'évocation du passé, en particulier du Plan Annan⁵ que les solutions à la question chypriote, qui a été traitée au cours de cette campagne des présidentielles. N. Anastasiadès, le seul des candidats à avoir soutenu le plan Annan, a déclaré prendre acte du rejet de ce plan et s'est déclaré confiant pour obtenir la réunification dans un avenir proche. Il a indiqué qu'il demanderait à l'UE et aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU de s'impliquer dans la recherche d'une solution à la question chypriote. S. Malas, de son côté, a rappelé qu'il n'était pas entré en politique lorsque le plan Annan a été élaboré, puis soumis à l'approbation des Chypriotes. Même si, comme citoyen, il avait à l'époque voté en faveur de ce plan, aujourd'hui il voterait contre, compte tenu de son expérience. S. Malas a cependant repris les positions de l'*Akel* et du président Christofias sur la question chypriote : établir une fédération bizonale et bicommunautaire.

G. Lillikas s'est démarqué de ses deux principaux adversaires en rappelant qu'il avait été aux côtés du président T. Papadopoulos, un farouche adversaire du plan Annan. Il a préconisé l'abandon du principe d'une fédération - abandon prôné aussi par l'Archevêque de Chypre Chrysostomos II - qui, selon lui, conduit à la partition de l'île et une position de grande fermeté à l'égard de la Turquie.

Partenariat pour la paix et OTAN

Il existe un Partenariat pour la Paix, auquel participent de nombreux pays, qui ne sont pas membres de l'OTAN, mais dont l'appartenance à ce Partenariat leur permet de dialoguer avec cette Alliance militaire. C'est ainsi que la Russie et la Serbie sont membres du Partenariat pour la paix. La

République de Chypre lors de son indépendance en 1960 a adhéré au Mouvement des non alignés, organisation qu'elle a quittée lors de son adhésion à l'UE en 2004. Invité par le Parlement européen, le 20 février 2009⁶, à faire participer son pays au Partenariat pour la paix, le président Christofias, a, en bon communiste, énergiquement décliné la proposition qui lui a été faite. Le fait est que cette position de Nicosie arrange bien Ankara. La Turquie serait embarrassée par une demande d'adhésion de Chypre à ce Partenariat. En effet, ce pays, qui refuse de reconnaître diplomatiquement Chypre, serait alors contraint d'exercer son droit de veto à une telle demande. Au risque de se trouver isolé au sein de la famille des Etats membres de l'OTAN.

S. Malas, en tant que fidèle collaborateur du président Christofias, a adopté une position hostile à une adhésion de Chypre au Partenariat pour la paix. N. Anastasiadès s'est déclaré favorable à une telle adhésion et a même laissé entendre qu'il n'était pas opposé à une participation de son pays à l'OTAN. Pour sa part, G. Lillikas a indiqué que le président Papadopoulos comptait faire adhérer Chypre au Partenariat s'il avait été réélu en février 2008. Et il s'est prononcé en faveur de la participation de son pays à cette organisation.

Les positions des partis politiques

Les partis chypriotes

Les représentants des partis *Edek* (socialiste), *Diko* (parti démocratique), *Evroko* (européen), et des *Ecologistes* se sont réunis à plusieurs reprises au cours de l'année 2012 pour essayer de désigner en commun un candidat capable d'affronter N. Anastasiadés et S. Malas. G. Lillikas, qui n'a pu être ce candidat, a dû se contenter du soutien de l'*Edek*, de la moitié des électeurs du *Diko* et de la minorité de ceux des deux autres partis. Pour sa part, le *Diko* a soutenu dès le premier tour N. Anastasiadés, auquel s'est rallié seulement au second tour le parti *Evroko*, qui n'avait au premier tour, exprimé de préférence pour aucun des candidats en présence. Les *Ecologistes*, de leur côté, n'ont soutenu aucun candidat, ni au premier ni au second tour de scrutin.

Les partis de l'UE

Plusieurs partis de l'UE ont participé à la campagne présidentielle par un appui apporté à certains des candidats. C'est ainsi que le *Parti populaire*

européen, qui comprend notamment les députés européens du *Disy*, du parti chrétien démocrate allemand (*Cdu*) et du parti grec *Nouvelle Démocratie* a soutenu la candidature de N. Anastasiadés. Plusieurs de ses dirigeants, dont le Premier ministre grec Antonis Samaras et la Chancelière allemande Angela Merkel, sont venus à Limassol, le 11 janvier, pour afficher leur soutien au candidat de la droite. Le chef du gouvernement allemand en affirmant que Chypre devait faire de sérieuses réformes de structure pour sortir de la grave crise économique et financière dans laquelle ce pays est plongé, a clairement annoncé que la victoire électorale prévisible de N. Anastasiadés devait ouvrir une période d'austérité pour le peuple chypriote.

S. Malas outre le soutien des partis communistes de l'UE, comme le KKE de Grèce, a reçu un appui des socialistes du Parlement européen. G. Lillikas, à la différence de ses deux principaux concurrents n'a reçu aucun encouragement au plan international.

Les règles de l'élection présidentielle

L'élection à la présidence de la République de Chypre se déroule au suffrage universel direct. Conformément à la Constitution, le président est élu uniquement par les Chypriotes grecs, et le vice-Président est désigné par les seuls Chypriotes turcs⁷. Au premier tour de scrutin est élu le candidat, qui a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés. Un second tour est éventuellement organisé, une semaine plus tard, entre les deux candidats ayant réalisé le meilleur score au premier tour. La publication des sondages est interdite une semaine avant le premier tour.

Le premier tour de scrutin

Le premier tour de scrutin s'est tenu le 17 février 2013. Le grand favori a été Nicos Anastasiadès, qui a bénéficié du soutien de l'Archevêque de Chypre. Certains sondages prévoyaient même l'élection de ce candidat dès ce premier tour⁸. L'intérêt des observateurs s'est surtout porté sur la lutte au coude à coude entre S. Malas et G. Lillikas pour pouvoir accéder au second tour. N. Anastasiadès arrive en tête avec 45,46% des suffrages exprimés. Et c'est S. Malas, qui se qualifie pour le second tour (26,91%), devant G. Lillikas (24,93%). Plusieurs analystes politiques ont estimé que certains partisans du *Disy* ont,

semble t-il, voté pour S. Malas afin que leur champion N. Anastasiadès, n'ait pas à affronter au second tour G. Lillikas, considéré comme un candidat plus difficile à battre.

Le second tour de scrutin

Durant la semaine, qui a séparé le premier du second tour, les partis chypriotes ont pris position sur le duel entre N. Anastasiadès et S. Malas. *L'Edek*, les *Ecologistes* et G. Lillikas ont refusé de choisir entre les deux candidats restés en piste. Le *Disy*, le *Diko* et l' *Evroko* se sont prononcés en faveur de N. Anastasiadès, qui a emporté l'élection avec 57,48% des voix. Compte tenu de ces différentes consignes de vote on observe une légère progression des abstentions d'un tour à l'autre (18,42% au lieu de 16,86%) et un assez grand pourcentage de votes blancs ou nuls: près de 7% au second tour au lieu de 2,70% au premier tour.

Au soir du second tour N. Anastasiadès a adressé un message de paix et d'amitié aux Chypriotes turcs, a affirmé sa foi dans l'Europe et a indiqué qu'un de ses premiers actes sera de présenter une demande d'adhésion de Chypre au Partenariat pour la Paix. Il a aussi déclaré qu'il comptait stabiliser, puis développer l'économie chypriote.

Analyse des résultats

La victoire de N. Anastasiadès, septième président de la République de Chypre, s'explique par la conviction qu'ont eue les Chypriotes que celui-ci serait le mieux placé pour résoudre la crise économique et financière en raison de sa proximité politique avec la Chancelière Angela Merkel. S. Malas, qui était trop proche du président Christofias, tenu comme responsable des graves problèmes dont Chypre a été la victime au cours de la période ayant précédé l'élection présidentielle, ne pouvait sortir vainqueur de la compétition électorale dans laquelle, il s'était engagé. Les Chypriotes, d'autre part, ont été relativement séduits par le discours de G. Lillikas, mais n'ont pas cru devoir ni l'élire, ni même le faire participer au second tour de scrutin, car ils ont trouvé que si ses critiques étaient justes à l'encontre des deux autres principaux candidats, son programme était assez flou et peu susceptible de pouvoir être mis en œuvre.

Le début de la présidence de N. Anastasiadès

N. Anastasiadès a commencé son mandat le 1^{er} mars et a constitué, avant même son investiture, son nouveau gouvernement où la figure marquante est celle du ministre des affaires étrangères, Ioannis Kassoulidès, ancien candidat à la présidence de la République en février 2008⁹. Ce gouvernement est principalement constitué de ministres appartenant au *Disy* mais aussi au *Diko* et à *Evroko*, deux partis ayant décidé de soutenir la candidature de N. Anastasiadès. De fait N. Anastasiadès avait annoncé pendant la campagne électorale - comme ses autres principaux concurrents - son intention de former un gouvernement de coalition pour mieux affronter les graves difficultés auxquelles Chypre doit faire face¹⁰.

Le nouveau président chypriote a réservé sa première visite à la Grèce où il s'est rendu le 11 mars et s'est immédiatement attaché à résoudre la crise financière. L'Eurogroupe et le FMI au lieu d'accorder le prêt escompté de 17 milliards d'euros ont décidé, le 15 mars, de limiter à 10 milliards le montant de l'emprunt accordé à Nicosie et décidé qu'une taxe de 6,75% serait imposée sur les comptes en banque inférieurs à 100 000 euros¹¹; les comptes supérieurs à ce montant devaient subir une taxe de 9,9%. Pour éviter une ruée des particuliers vers leurs banques le gouvernement chypriote a décidé la fermeture provisoire de celles-ci.

La réaction des Chypriotes à ces mesures a été très violente, au point que leur Chambre des Représentants a décidé le 19 mars de les rejeter. Le gouvernement de N. Anastasiadès a alors essayé de mettre en place un plan B, qui prévoyait une participation de la Russie au sauvetage de Chypre. La visite à Moscou (19-22 mars) du ministre des finances s'est soldée par un échec, le gouvernement russe n'acceptant d'intervenir au secours des finances publiques chypriotes que de façon limitée et en concertation avec l'UE.

Finalement, Chypre a dû accepter le nouveau plan de sauvetage élaboré, le 25 mars, par l'Eurogroupe et le FMI: le prêt accordé à Nicosie demeure limité à 10 milliards d'euros mais les déposants dont le compte bancaire est inférieur à 100 000 euros sont épargnés par la taxation, qui devait frapper seulement les comptes supérieurs à ce montant¹². De plus Chypre se doit de réduire de moitié son secteur bancaire, en particulier avec le démantèlement de la banque *Laiki*.

Pour faire face à l'exaspération de l'opinion publique chypriote le président Anastasiadés a été contraint, le 2 avril, de créer une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités, y compris pénales, de la crise financière de Chypre et de révoquer son ministre des finances Michel Sarris¹³.

La République de Chypre connaît au cours du premier semestre 2013 une crise dont les effets sont comparables à l'invasion de son territoire de l'été 1974. Avec un tiers de sa population chassée du nord de son territoire, cet Etat a alors failli disparaître. Les Chypriotes ont cru en adhérant à l'UE, le 1^{er} mai 2004, que l'Europe communautaire les aiderait à libérer leur pays de l'occupation de l'armée turque. Non seulement l'UE n'a fait aucune pression sur Ankara afin d'obtenir la réunification de Chypre, mais a encore ruiné en quelques jours l'économie de ce pays. On s'attend en effet à ce que la récession y atteigne les 8,7% en 2013, avec une explosion du chômage déjà de l'ordre de 14% au début de cette année. On peut se demander si l'UE par sa surprenante politique à l'égard de Chypre souhaite non seulement imposer à ce pays une réorganisation brutale de son économie mais aussi le contraindre à accepter une solution à la question chypriote contraire à ses intérêts et de nature à satisfaire à ses dépens les ambitions de la Turquie¹⁴.

NOTES

1. Onze candidats se sont présentés aux élections présidentielles chypriotes. Dans cette étude nous limiterons notre analyse aux trois principaux candidats, Nicos Anastasiadés, Stavros Malas et Georges Lillikas, qui, au total, ont remporté au premier tour de scrutin plus de 97% des suffrages exprimés.
2. Le 23 décembre 2011 Chypre avait déjà obtenu de la Russie un prêt de 2,5 milliards d'euros au taux annuel de 4,5%.
3. On désigne par Troïka les représentants de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI, qui négocient avec les pays endettés la conclusion d'un Mémorandum où sont consignées les conditions d'octroi des prêts.
4. On a découvert au large des côtes chypriotes d'importants gisements de gaz naturel, dont l'exploitation dans les années à venir pourrait couvrir 40% des besoins en ce domaine de l'UE.

5. Le plan Annan, ainsi dénommé par son auteur, qui a été le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, prévoyait une réunification de Chypre, conforme aux vœux de la Turquie. C'est pourquoi les Chypriotes grecs à une écrasante majorité (76%), ont rejeté le plan Annan au referendum du 24 avril 2004.
6. Le Parlement européen dans un rapport adopté le 20 février 2009 déplore notamment que le litige entre Nicosie et Ankara continue d'avoir une influence négative sur l'évolution de la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN - sachant que, d'une part, la Turquie refuse que Chypre participe à des missions de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) mettant en jeu le renseignement et les ressources de l'OTAN, et que, d'autre part, en réaction, Chypre refuse de permettre à la Turquie de s'engager dans le développement d'ensemble de la PESD dans une mesure correspondant au poids militaire et à l'importance stratégique qui sont les siens pour l'Europe et pour l'alliance transatlantique.

Le Parlement européen «invite (donc) la Turquie à ne plus faire obstacle à la coopération entre l'UE et l'OTAN». Il encourage Chypre à «réexaminer sa position politique quant à son adhésion au Partenariat pour la paix». Il demande aux États membres de l'OTAN de ne pas faire usage de leur droit de veto pour empêcher un État membre de l'Union européenne d'adhérer à l'OTAN.
7. Le 14 décembre 1959, le Dr Fazil Kutchuk a été élu par la communauté chypriote turque aux fonctions de Vice-Président de la République de Chypre. Aucune autre élection à ces fonctions n'est intervenue depuis cette date en raison du retrait en 1964 des Chypriotes turcs de tous les postes qu'ils occupaient au sein des institutions politiques de Chypre.
8. Non seulement certains sondages préélectoraux, mais encore le 17 février 2013 quatre sondages dits «sortie des urnes » ont prévu la victoire de N. Anastasiadès dès le premier tour de scrutin.
9. I. Kassoulidès a déjà exercé les fonctions de ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2003 sous la présidence de G. Cléridès.
10. Il y a à Chypre un régime politique présidentiel. Le *Disy* ne dispose que de 19 députés sur les 56 membres de la Chambre des Représentants. Ce qui obligeait le président Anastasiadès à former un gouvernement de coalition.
11. La taxation des dépôts bancaires dont le montant était inférieur à 100 000 euros a été surprenante, car contraire à la réglementation européenne garantissant la non imposition de tels dépôts.
12. Le but de la taxation des comptes en banque supérieurs à 100 000 euros - de l'ordre de 30 à 60% - a été de frapper en particulier les dépôts appartenant à des Russes soupçonnés de vouloir blanchir à Chypre de l'argent sale. On estime que ces dépôts sont de l'ordre de 20 milliards d'euros.

13. Michael Sarris - ancien dirigeant de la banque *Laiki* - a été remplacé au poste de ministre des finances par Harris Georgiadés, nommé un mois auparavant ministre du Travail.
14. Le 17 avril 2013 durant une séance du Parlement européen, le député Daniel Cohn-Bendit a demandé au Commissaire européen Olli Rehn d'intensifier les efforts de l'UE pour une réunification de Chypre, estimant que le sauvetage de Chypre passait par des investissements massifs de la Turquie dans ce pays.